

est ce ministre de l'Agriculture pour l'Est? N'est-ce pas là une autre promesse violée par le parti libéral fédéral? Je demande donc à ces députés de bien vouloir exercer des pressions pour qu'il soit nommé, car on a fait campagne dans le Québec en promettant un ministre de l'Agriculture pour l'Est.

Je vois mon bon ami, le député d'Argenteuil-Deux-Montagnes (M. Drouin), qui faisait des gorges chaudes à l'époque, en promettant tout à gauche et à droite, en parcourant les différentes circonscriptions et aussi en évoluant derrière le micro de la radio et sur l'écran de la télévision. . .

M. Drouin: Monsieur l'Orateur, puis-je faire remarquer à l'honorable député de Saint-Hyacinthe-Bagot que s'il s'essayait, nous l'aurions plus vite le ministre de l'Agriculture pour l'Est.

L'hon. M. Ricard: Monsieur l'Orateur, si je l'ai bien compris, l'honorable député a dit que si j'essayais, nous l'aurions probablement plus vite.

M. Paul: Il a dit «Si vous vous asseyiez».

L'hon. M. Ricard: Monsieur l'Orateur, je suis certain que si un gouvernement conservateur faisait une promesse comme celle-là, il la remplirait jusqu'au bout.

Monsieur l'Orateur, le député de Kings y est aussi allé de ses jérémiades pour dire que nous n'avions pas fait assez alors que nous étions au pouvoir, soit de 1958 à 1963.

Monsieur l'Orateur, il faut bien reconnaître qu'il était impossible, en l'espace de six ans, de remédier à l'inaction du parti libéral qui avait été au pouvoir pendant 22 ans et qui avait placé l'agriculteur, tant celui de l'Est que de l'Ouest, à sa merci.

Au fait, monsieur l'Orateur, tout le monde sait que lorsque nous avons été portés au pouvoir, il y avait un excédent de blé dont nous n'étions pas responsables. Cependant, nous nous sommes attaqués au problème, sous la direction de l'honorable député de Qu'Appelle (M. Hamilton), qui a déployé ses grandes qualités de vendeur et de cultivateur, et nous avons réussi à éliminer l'excédent de blé à la satisfaction générale.

Monsieur l'Orateur, étant donné que vous étiez à la Chambre à ce moment-là, vous êtes certes au courant que lorsque l'honorable député de Qu'Appelle a proposé la loi dite ARDA à la Chambre, tous les membres du parti conservateur, y compris l'honorable député de Qu'Appelle, ont été tournés en dérision par le parti libéral. Cependant, aujourd'hui, les députés libéraux, ayant comme ambassadeur particulier l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Sauvé), que je félicite pour son travail, se promènent d'un bout à l'autre du pays pour vanter les qualités et les bienfaits de l'ARDA, en disant que

l'avenir de l'agriculture repose sur cette mesure.

On entend maintenant un différent son de cloche, et il aurait été tellement facile pour l'honorable député de Bonaventure (M. Béchard), à l'époque, de chanter les bienfaits de l'ARDA au lieu de la décrier, comme il le faisait alors. Au fait, si lui et ses collègues de la province de Québec avaient simplement consenti à donner une chance au gouvernement conservateur, s'ils avaient exercé des pressions auprès des députés des autres gouvernements, comme le gouvernement Lesage, par exemple, pour assumer la moitié de la responsabilité et travailler de concert à la planification en ce sens, nous aurions certainement commencé par voir les résultats et les bienfaits de l'ARDA.

Mais dans ce domaine comme dans les autres, monsieur l'Orateur, vous ne pouvez dissocier les libéraux; ils emploient toujours les mêmes tactiques. Ils ne visent toujours qu'un but, celui d'arriver au pouvoir. Et quand ils sont au pouvoir, ils doivent brûler ce qu'ils ont adoré et adorer ce qu'ils ont brûlé.

Pour la gouverne du député de Kings et des autres députés ministériels qui seraient portés à croire que le parti conservateur n'a rien fait pour la classe agricole alors qu'il était au pouvoir, je leur suggère de se reporter à la page 19 de la brochure publiée par la Société du crédit agricole et de comparer les prêts qui ont été consentis pendant les 22 ans du régime libéral avec ceux qui ont été consentis durant les six années que le parti conservateur a été au pouvoir. Ils constateront que pendant les six ans de notre régime, nous avons accommodé à peu près le même nombre de cultivateurs que les libéraux pendant 22 ans.

Au fait, ils ont consenti des prêts à environ 35,000 cultivateurs, alors que pendant six ans, sous le régime conservateur—et je fais une addition rapide—34,854 cultivateurs ont obtenu des prêts de la Société du crédit agricole. Sous le régime libéral, la somme mise à la disposition des cultivateurs s'est élevée à environ 112 millions de dollars, alors qu'elle est passée à plus de 283 millions de dollars pendant les six années du régime conservateur.

Pourtant, ces données statistiques n'empêchent pas les députés ministériels de répéter, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, que rien n'a été fait par le parti conservateur pour la classe agricole.

Je désire également établir une comparaison entre ce qui s'est fait sous les deux régimes, dans ma circonscription. Avant l'année 1958, seulement six prêts ont été consentis par la Société du prêt agricole, pour une somme totale de \$37,400; par ailleurs,